



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 120 - 13 juin 1983

PRIX : 2 Frs



O U A
le
refrain
sur
l'unité
reprend

SOMMAIRE
AU
VERSO

éditorial

SOMMAIRE

O U A : LE REFRAIN SUR L'UNITE REPREND

Page 2

- EDITORIAL

Page 3

- AFRIQUE du SUD :
un régime assassin

Page 4

- AFRIQUE du SUD :
dès aujourd'hui,
les travailleurs
doivent préparer l'
après-apartheid

Page 5/6

- SENEGAL : non à la
répression en Casa-
mance

- l'opposition séné-
galaise en causet-
te à Paris

Page 7

- COTE d'IVOIRE : le
régime veut s'of-
frir des étudiants
dociles

Page 8/9

- TCHAD : un an de
dictature et d'op-
pression

- l'impérialisme a-
méricain défend
son poulain

Page 10/11

- PANA : Agence d'
information ou bu-
reau de griots
pour nos dicta-
teurs

* * *
*
* * *

En crise ouverte depuis deux ans à cause du problème sahraoui, le sommet de l'OUA a pu se tenir à Addis-Abéba. Nos dictateurs peuvent être contents, ils peuvent se livrer à leur petite cérémonie annuelle, ils ont gardé l'unité de façade entre eux, ils ont pu se poser en représentants de l'Afrique et proclamer leur foi en l'unité de ce continent dont ils contribuent à maintenir la division. Cette fois-ci le quorum de deux tiers a pu être dépassé pour que nos dirigeants palabrent.

En effet en août et novembre derniers, le sommet de l'OUA n'a pas pu se tenir parce que les dirigeants des Etats africains étaient divisés au sujet de la reconnaissance des représentants de la RASD (République Arabe Saharaouie Démocratique). Des Etats dits "modérés" se sont alignés derrière le Maroc d'Hassan II pour écarter du sommet de l'OUA les dirigeants sahraouis.

Lorsque ces derniers ont participé à la conférence au sommet avec le soutien du groupe d'Etats dits "durs", le quorum de deux tiers tiers n'a pu être atteint, et ce furent les dissensions au sein des dirigeants des Etats africains.

Cette fois-ci on a fait pression sur les dirigeants de la RASD. Un compromis est fait avec les partisans du Maroc. La RASD se retire de la conférence si Hassan II s'engage à reconnaître le Polisario et négocier avec lui. Lorsque les dirigeants de la RASD se sont retirés de la conférence, les modérés ont accepté d'assister à la réunion, et la conférence a eu lieu.

Même si le Maroc fait de vagues promesses de négociation avec le Polisario, c'est quand même une victoire pour Hassan II. C'est comme si tous les dirigeants admettent que la RASD n'a pas le droit d'exister. Toutes ces manoeuvres diplomatiques, toute cette hypocrisie sont vraiment à l'image de l'OUA. Les prétendus "progressistes", comme les francs réactionnaires, se sont tous mis d'accord pour demander aux Sahraouis de ne pas les empêcher de conférer en rond.

Par égard pour Hassan II? Non, par égard pour eux-mêmes, car chacun d'entre eux a une minorité à opprimer, et quand il n'en a pas, de toute façon, chacun opprime son propre peuple. Alors, en reconnaissant à Hassan II le droit d'opprimer les Sahraouis en paix, c'est leur propre droit d'en faire autant qu'ils affirment.

D'ailleurs, ils ont élu comme président de l'OUA Mengistu, l'homme qui organise la répression contre le peuple érythréen. De ce peuple érythréen qui vit depuis des années sous les bombardements des troupes éthiopiennes, on n'a pas parlé. Bien évidemment, il est plus facile de condamner l'apartheid; tout le monde se met d'accord, cela ne contrarie aucun de ces dirigeants.

Ce qui préoccupe ces dirigeants c'est surtout que chaque dictateur puisse faire ce qu'il veut dans son pays. Qu'il opprime et puisse mener l'exploitation tranquillement.

A B O N N E M E N T S

FRANCE : 1 an

Pli ouvert : 24 F

Pli fermé : 48 F

A D R E S S E

- Voir encadré p.11

* * * * *

. . . / . . .

Organisation de l'Unité Africaine ? Sinistre plaisanterie ! Nos dictateurs ne sont pas pour l'unité de l'Afrique. Chacun tient à son appareil d'Etat, instrument pour prélever à son profit une partie des richesses tirées de la sueur des ouvriers et les paysans d'Afrique, et dont la part de lion va à l'impérialisme. Chacun tient à ce que l'Afrique reste ce qu'il est, un immense camp de concentration pour pauvres, tronçonné, découpé, divisé, parce que c'est ainsi qu'ils peuvent rester eux aussi, ce qu'ils sont les gardiens attitrés de ce camp de concentration et payés pour l'être.

Alors, oui, il y aura un jour une véritable unité de l'Afrique, ce sera celle des exploités, des pauvres, des ouvriers et des paysans. Mais cette unité ne sera jamais avec, mais seulement contre les monarques couronnés ou non, contre les dictateurs réactionnaires ou "progressistes", contre toutes les classes dirigeantes des pays d'Afrique, serviles devant l'impérialisme, mais impitoyables pour leurs exploités.

AFRIQUE DU SUD

1 - UN REGIME ASSASSIN !

Le gouvernement raciste de l'Afrique du Sud a pendu le jeudi 9 juin, 3 militants de l'ANC accusés "d'activité terroriste". Ils ont été arrêtés à la suite d'un coup de main armé contre un poste de police l'année dernière à Sowéto et qui s'est soldé par 4 morts.

Cette pendaison survient après un autre attentat à la bombe, le mois dernier devant le siège de l'état major de l'armée à Prétoria, qui a fait 18 morts et plus de 200 blessés.

Ce n'est certainement pas un hasard si la pendaison survient après cet attentat de Prétoria. C'est une sorte de représaille que le gouvernement veut faire entendre haut et fort. D'ailleurs dès le lendemain de l'attentat, l'armée Sud-africaine avait effectué un raid aérien au Mozambique en guise de riposte. Plusieurs personnes, enfants y compris, sont ainsi mortes à la suite de bombardements aériens sur les "bases militaires" de l'ANC au Mozambique.

Le régime Sud Africain a voulu ainsi montrer sa détermination à la fraction de la population blanche de plus en plus inquiète par la multiplication des attentats. Par cette pendaison, les tenants de l'apartheid ont aussi voulu montrer à tous ceux qui contestent leur système, qu'ils ne reculeront devant rien.

Mais les dirigeants de ce régime ont beau multiplier les pendaisons, les tortures et les répressions de toutes sortes, ils ne font au contraire que renforcer le nombre de militants déterminés à sacrifier leur vie pour combattre l'oppression raciale.

Les terroristes ne sont pas ceux qui ne veulent plus accepter d'être humiliés, d'être considérés comme des esclaves dans leur propre pays et qui sont acculés à utiliser la violence pour se défendre, pour leur dignité. Les terroristes, ce sont d'abord et avant tout ceux qui utilisent tout un appareil d'Etat policier pour opprimer toute la population noire.

Si ce régime ignoble et assassin survit jusqu'à nos jours, ce n'est que par la terreur. Il a noyé dans le sang plusieurs révoltes. Mais cette terreur retombera un jour sur tous ceux qui soutiennent ce régime. La majorité de la population blanche sud-africaine croit que ce régime défend ses intérêts. Ce faisant elle ne fait qu'approfondir encore plus le fossé entre la communauté blanche et les autres communautés (noire, métisse, indienne).

Aujourd'hui 3 militants sont assassinés, d'autres croupissent en prison. Les dirigeants de ce régime croient qu'en utilisant la répression ils mettront fin à la volonté des millions de personnes d'arracher leur liberté et leur dignité. Malheureusement pour lui la terreur et la torture ne feront qu'attiser et renforcer encore plus la détermination de ceux qui ont choisi de lutter. Le colonialisme français en Algérie a bien été obligé de constater cette vérité.

2 - DES AUJOURD'HUI, LES TRAVAILLEURS DOIVENT

— PREPARER L'APRES-APARTHEID —

A la suite du dernier attentat à la bombe à Prétoria, revendiqué par l'ANC, une grande partie de la presse en Occident s'accorde à dire que l'ANC a amorcé un changement dans sa forme de lutte contre l'Apartheid. Les attentats semblent devenir de plus en plus fréquents et avec une ampleur plus grande.

A la question d'un journaliste du quotidien " Le Monde " qui lui demanda si l'attentat à la bombe de Prétoria marquait un changement de stratégie de l'ANC, M. Olivier Tambo, président de ce mouvement a répondu : " Non, il n'y a pas de changement mais seulement développement de la stratégie ". Il a ajouté : " Nous avons exploré toutes les voies pacifiques. Au cours des vingt dernières années, nous avons recouru à une violence prudente et selective (...) le régime de l'Apartheid a répondu par des massacres et des assassinats (...). Rien ne nous dissuadera de poursuivre le combat, nous irons de l'avant. "

Ainsi donc, il semble qu'au sein de l'ANC, des militants sont déterminés malgré la répression à radicaliser leurs moyens d'action pour s'opposer à l'Apartheid. C'est sans doute le seul choix que leur laisse le régime en place, mais il n'empêche que la plus grande majorité de la population noire, même si elle accorde sa sympathie aux militants de l'ANC, est tenue à l'écart de ce genre d'action. Les dirigeants de l'ANC pensent peut-être qu'en donnant l'exemple, la population les suivra. Après tout ce n'est pas chose impossible. Le FLN algérien a procédé plus ou moins de la même manière. Le mouvement avait démarré avec quelques militants déterminés à aller jusqu'au bout. Ils sont aussi passés par des attentats contre les édifices coloniaux. Ce n'est que quand la population a pris physiquement part au mouvement armé que l'indépendance a été acquise.

Mais justement l'exemple de la lutte du peuple algérien nous montre les limites de l'objectif des nationalistes du FLN.

En Afrique du Sud, si la population noire prend part activement à la lutte, l'Apartheid sera peut-être balayé. Mais qui prendra le pouvoir? Faut-il que les exploités laissent le pouvoir à un Mugabé comme cela s'est passé au Zimbabwe? Les exploités devront-ils se satisfaire de balayer le " pouvoir blanc " pour mettre à sa place une " République Noire " (comme le disent certains militants anti-apartheid ici dans l'émigration ?). Eh bien, nous les marxistes révolutionnaires, nous pensons que cette question est primordiale. Nous pensons qu'il faut se la poser dès aujourd'hui car cela y va de l'avenir des travailleurs et des pauvres de l'Afrique du Sud. Ce n'est pas parce qu'on a la même couleur de peau qu'on a les mêmes intérêts.

Et d'un bout à l'autre de l'Afrique, on en voit des dictatures dont les chefs ont beau être noirs de peau, mais qui sont aussi impitoyables pour leurs peuples que le régime de l'Apartheid. Et justement dans le Zimbabwe voisin, sous un Mugabé, il n'est pas mieux d'être un pauvre, d'être un travailleur ou un paysan ou même simplement un opposant, qu'il ne l'était sous le régime de Ian Smith qui l'a précédé.

Les dirigeants de l'ANC passent sous silence cette question. Ils ne font rien pour aider les exploités à se la poser. Car en définitive, leurs objectifs sont semblables à ceux des nationalistes qui se sont battus dans d'autres pays contre le colonialisme.

. . . / . . .

L'histoire des luttes dans les autres pays nous montre que ce sont les classes privilégiées qui profitent de la victoire due en grande partie aux sacrifices des classes pauvres. L'histoire des peuples qui ont lutté sous la direction d'organisations nationalistes nous montre qu'après la " victoire " les classes pauvres sont aussi méprisées, aussi exploitées et opprimées qu'avant mais cette fois-ci avec de nouveaux maîtres bien de chez eux, ayant la même couleur de peau.

En Afrique du Sud, ce ne sera peut-être plus la ségrégation raciale, mais la ségrégation sociale qui restera comme dans les autres pays. Si les travailleurs et les petites gens d'Afrique du Sud ne veulent pas refaire l'amère expérience des autres peuples, c'est dès maintenant qu'il faudra s'y prémunir. Le président de l'ANC a certainement raison d'affirmer que " la lutte appartient aux travailleurs d'Afrique du Sud, aux mères de famille et à leurs enfants autant qu'aux hommes en armes. "

Il ne pourra en effet avoir de lutte victorieuse sans la participation des travailleurs. La classe ouvrière de ce pays est la plus forte, en nombre, de tout le continent africain. Mais pour que leur lutte ne soit pas détournée par d'autres classes sociales, les travailleurs d'Afrique du Sud doivent impérativement s'organiser à part, construire leur propre organe de lutte et prendre eux-mêmes la direction de la lutte pour renverser le régime de l'Apartheid et établir leur propre pouvoir.

Puisque de toute façon il faut se battre, et se battre durement pour abattre l'Apartheid, autant que ce soit pour mettre fin à l'oppression et à l'exploitation, et pas seulement pour permettre à des oppresseurs noirs de prendre la place des oppresseurs blancs.

SENEGAL : NON A LA REPRESSION !

De source officielle, 9 personnes ont été récemment arrêtées à Ziguinchor, en Casamance pour avoir distribué des tracts jugés " subvertisifs " par le régime de Dakar. Mais il se pourrait bien que ce chiffre soit plus élevé que celui annoncé par le gouvernement.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement procède à de telles arrestations. En décembre 1982, plusieurs manifestants, dont les dirigeants du Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance - MFDC - qui réclamaient l'autonomie de cette région ont été arrêtés et certains transférés à Dakar ; plusieurs d'entre eux croupissent toujours dans les prisons.

Au Sénégal, Abdou Diouf, valet de rechange de l'impérialisme français se fait passer pour un démocrate. A la suite de Senghor, il autorise la création des partis politiques, organise les élections dans les limites fixées d'avance par lui-même.

Mais dès que ces limites sont dépassées, dès que le pouvoir des dirigeants en place est remis en cause, ceux-ci n'hésitent pas à sortir leurs griffes ; ils montrent par la répression brutale, par les arrestations des opposants au régime que, derrière le masque démocratique, la dictature est omniprésente.

Non à la répression en Casamance ! Non aux arrestations arbitraires !

L'OPPOSITION SENEGALAISE EN CAUSETTE A PARIS

Le 14 mai dernier, quatre organisations politiques de l'opposition sénégalaise ont tenu un meeting commun à la Bourse du Travail, à Montreuil. Il s'agit de la Ligue Communiste des Travailleurs (LCT), du Parti Africain de l'Indépendance (PAI), la Ligue Démocratique/Mouvement Parti du Travail (LD/MPT) et le Parti Démocratique Sénégalais (PDS).

Ces organisations voulaient protester contre le trucage électoral orchestré par Abdou Diouf et son régime néocolonial. Il y a eu quelques incidents à l'entrée du meeting car les partisans de Abdou Diouf (du Parti Socialiste au pouvoir) sont venus en force avec des tracts injurieux --un tract portait comme titre "le meeting de la honte"-- contre les organisateurs. Après quoi ceux-ci leur ont interdit l'accès dans la salle de réunion.

On peut évidemment discuter si les organisateurs du meeting n'auraient pas mieux fait d'accepter d'affronter les partisans de Diouf dans la discussion plutôt que de leur interdire l'accès de la salle; mais là n'est pas le plus choquant. Le plus choquant c'était la façon dont les organisations se réclamant du communisme et du trotskisme comme la LCT faisaient cause commune avec les autres organisations plus précisément avec le PDS.

Le PDS, faut-il le rappeler, premier parti légalement reconnu avec le PAI lorsque Senghor a commencé à substituer au régime du parti unique un pseudo-régime parlementaire. Compte tenu de l'insignifiance électoral du PAI, c'est le PDS qui était destiné dans le jeu dont les règles étaient fixées par Senghor d'abord, par Diouf ensuite, à jouer le rôle du parti d'opposition à sa majesté. Si Wade et le PDS jouent leur propre jeu, ils ont été très largement mis en avant, reconnus respectables par Senghor et Diouf eux-mêmes. Sur le plan politique, le PDS ne prétend même pas être plus à gauche que le PS -- si toutefois ce genre de classification a un sens-- c'est un parti qui affirme ses convictions dans la "société libérale", sa foi dans le monde occidental. C'est un parti bourgeois qui ne prétend être rien d'autre.

L'autorisation d'exister à un nombre élevé de partis a mis fin au monopole juridique du PDS à représenter l'opposition. Mais le PDS, le plus intégré, le plus "respectable" des parti d'opposition continue à se poser en leader de ceux-ci. Il prétend représenter une alternative pour le régime en place alors qu'il ne représente au mieux qu'une équipe de rechange à l'intérieur du système.

C'est ce jeu que la LCT cautionne en s'acquinant avec le PDS. Oh, bien sûr, elle se démarque de ce dernier. Mais elle l'accepte implicitement comme chef de file de l'opposition, de toute l'opposition. La LCT présente le PDS comme un mieux par rapport au PS. Elle se sent manifestement flattée, elle une petite organisation, à se retrouver à la même tribune que le PDS, à en recevoir, en quelque sorte, un brevet de respectabilité.

Eh bien, grand bien fasse à la LCT de se retrouver en compagnie du PDS, c'est à dire à sa remorque, après avoir été d'ailleurs à la remorque de Mahamadou Dia, un candidat bourgeois, pendant les élections.

Après les élections, il se pourrait bien que la LCT se retrouve derrière Abdoulaye Wade. Pourquoi pas ?

Que les révolutionnaires dénoncent Diouf et son cinéma électoral, avant ou après les élections, rien de plus normal. Mais pas à la façon de la LCT. Pas en cautionnant par la même occasion Abdoulaye Wade et toute la comédie électorale que Senghor a mise en route. Sans parler que pour des militants qui se proclament révolutionnaires, il y a certainement autre chose à faire que d'axer l'essentiel de leur intervention politique à revendiquer, en compagnie d'un Wade, que Diouf veuille bien annuler les élections qu'il avait lui-même organisées et qu'il refasse une autre plus démocratique.

La LCT aura en tous les cas réussi la performance d'être électoraliste, avant même que l'on puisse véritablement parler d'élections au Sénégal.

Alors, bien sûr, les révolutionnaires n'ont certainement pas à s'opposer à l'aspiration, qui dépasse certainement l'intelligentsia, à de véritables élections, à des droits démocratiques. Mais ce que les révolutionnaires ont à dire aux travailleurs, c'est que pour imposer de véritables droits démocratiques, y compris celui d'élire des représentants, il faut qu'ils s'organisent eux-mêmes, qu'ils se battent, qu'ils l'imposent, parce que ces droits personne ne les leur donnera, et certainement pas un Abdoulaye Wade !

CÔTE D'IVOIRE le régime veut s'offrir des étudiants dociles

Le régime ivoirien a trouvé un nouveau moyen de contourner la contestation étudiante, notamment à Paris. Après l'échec de son mouvement fantôme, le MEECI (Mouvement des Etudiants et Elèves de Côte d'Ivoire), le régime a trouvé plus sûr de miser sur un des problèmes clefs des ivoiriens en France, notamment à Paris: le problème du logement. Des dignitaires auraient donc acheté un immeuble à usage de résidence universitaire à l'Hay-les-Roses pour leurs ressortissants. Pour y avoir accès, il faut être reconnu comme du PDCI, parti unique, ou montrer qu'on est en dehors du mouvement contestataire ivoirien en France.

Or il se trouve que dans le passé le gouvernement ivoirien avait acheté un immeuble pour ses étudiants dans le 13^e arrondissement à Paris. Mais pour casser le mouvement de contestation des étudiants, le régime a vendu l'immeuble, croyant parvenir ainsi à disperser les étudiants. Mais rien n'y fit. Les nouveaux propriétaires n'ont pas pu chasser les ivoiriens de l'immeuble en question. Le problème n'est d'ailleurs pas résolu puisque les habitants de l'immeuble vendu par la Côte d'Ivoire ne sont pas à l'abri d'une expulsion brutale, ce à quoi ils ont échappé jusqu'ici, parce qu'ils se sont organisés en comité de résidents.

Mais il faut croire que cela n'a pas servi d'exemple au régime puisqu'il entame le même genre d'opération à l'Hay-les-Roses. Certes pour le moment, la pénurie de logements aidant, des étudiants ivoiriens acceptent d'aller se loger dans cette résidence, quelles que soient les conditions.

En tous les cas c'est bien à l'image du régime d'Houphouët que d'utiliser ce genre de procédés minables pour lutter contre la contestation. Seulement une chose est de vouloir isoler les étudiants contestataires, voire de les combattre par tous les moyens. Une autre est d'y parvenir. Et c'est là le problème.

TCHAD

UN AN DE DICTATURE D'OPPRESSION

Le 6 juin, un défilé militaire a eu lieu à N'Djaména pour célébrer le premier anniversaire de la prise du pouvoir par les Forces Armées du Nord (FAN) dirigées par Hissène Habré. Au cours d'un discours prononcé à cette occasion, ce dernier a fait appel à " tous les tchadiens demeurés à l'extérieur " de venir l'aider à reconstruire le pays dévasté par la guerre; pour cela une " amnistie générale et totale " a été proclamée par le dictateur de N'Djaména.

Cet appel sera-t-il entendu ? Le gouvernement d'opposition dirigé par Goukouni installé à Bardaï y a déjà répondu négativement. Selon Radio-Bardaï captée à Paris le 7 juin, on ne peut pas faire confiance à un " assoiffé de sang " comme Habré qui a éliminé ses propres collaborateurs. Et la radio de citer des noms : " Que sont devenus les Ahmat Nouri, Hissène Koussi, Ousman Gam ou Hamadi qui ont accepté de collaborer ? "

Et il s'agit là des personnalités connues. Mais il y a aussi la dictature au quotidien, à la fois anarchique - car en fait, Habré a du mal à contrôler ses propres soldats qui ont tendance à piller pour leur propre compte - et en même temps policière; arrestations d'opposants politiques, éliminations physiques, multiplication de contrôles de toutes sortes, installations dans presque tout le pays des " comités " chargés de surveillance, de renseignements ou d'encadrement de la population.

Hissène Habré ne parvient cependant pas facilement à parachever cet encadrement de la population. Dans la Capitale même, il bénéficie sur une base ethnique ou plus exactement religieuse, d'un certain consensus dans une fraction de la population musulmane. Mais devant les exactions de ses soldats qui " exproprient " sous la menace de leurs kalachnikovs ou un vélo ou une mobylette ou une voiture ; ou qui, simplement prennent ce dont ils ont besoin dans les boutiques ou les débits de boisson, même les milieux aisés, séduits par les allures " homme d'ordre " de Hissène Habré, font grise mine un peu.

Pourtant, à N'Djaména, l'armée est encore relativement disciplinée. Mais dans les campagnes du Sud, c'est le rançonnement ouvert.

L'exaspération devant les exactions de la soldatesque conduit, dans le Sud, à des actes de résistance. Des informations de sources différentes font état de plusieurs soldats des FANT tués récemment par des paysans qui, profitant de ce que ces soldats originaires du désert ne sachent en général pas nager, les attirent vers les marécages afin de les noyer.

Dans le Nord, les troupes de Goukouni semblent avoir marqué quelques points. Est-ce en raison de l'aide libyenne, comme l'affirme Habré ? Est-ce, comme l'affirment les sympathisants de Goukouni, parce que les troupes de Habré, n'ont pas le moral et se dégonflent à la première occasion ? Il est vrai que Goukouni est un connaisseur, car lui-même, lorsqu'il avait été au pouvoir, l'avait perdu parce que ses soldats n'avaient pas envie de mourir pour lui. Maintenant qu'il représente l'opposition face au régime de Habré, Goukouni trouve peut-être plus facilement des hommes qui sont moti-

vés par la haine de la dictature et qui sont prêts à se battre. Seulement c'est également là qu'il y a le piège de la situation. Les aspects sangui- naires du régime de Habré redorent le blason des Goukouni, ou des Kamou- gué, qui se posent aujourd'hui les uns en " progressistes ", les autres en " libéraux ", et en tous les cas, en adversaires non seulement du dicta- teur Habré, mais de la dictature en général. Pourtant, Goukouni et Kamougué étaient au pouvoir il n'y a pas longtemps. On les a vus à l'oeuvre. Avec eux comme avec Habré, c'était l'arbitraire des bandes armées, les pillages. A ceci près qu'avec eux, il y avait plusieurs bandes rivales, qui se neutra- lisaient dans une certaine mesure, et où la dictature était tempérée par l' anarchie... Mais ils prélevaient pareillement leurs prébandes sur la popu- lation laborieuse.

Ils se servaient de la force nue des armes pour vivre en parasites sur le travail des ouvriers et des paysans. Et dans la mesure où ils repré- sentaient quelque chose en dehors de la défense armée de leurs propres inté- rêts, ils représentaient les couches riches de la population, et au delà, ils représentaient, Goukouni et Kamougué, aussi bien que Habré aujourd'hui, cet ordre des grandes puissances impérialistes qui les avaient d'ailleurs tour à tour reconnus.

Alors, aucun de ces " seigneurs de guerre ", ceux qui sont dans l'op- position armée, pas plus que celui qui est au pouvoir, ne représente, ni directement ni indirectement, les classes laborieuses; aucun ne représente un " mieux ". Ils sont tous des ennemis acharnés des pauvres et des exploi- tés.

L'IMPERIALISME AMERICAIN

DEFEND SON POULAIN

Au début de ce mois, les Etats-Unis ont mis en garde la Libye contre toute intervention militaire directe ou indirecte au Tchad. A l'origine, il y aurait eu un renforcement de la base militaire libyenne installée à Aouzou (la fameuse "bande" du territoire tchadien occupée par la Libye) pour intervenir contre le gouvernement de Hissène Habré.

Ainsi, en montant en épingle la menace que constituerait un petit pays comme la Libye qui a des moyens somme toute limités, l'impérialisme américain cherche à faire oublier sa propre intervention. C'est lui qui a financé la force inter-afri- caine à l'aide de laquelle Hissène Habré a pris le pouvoir. C'est lui qui fournit à ce dernier armes et munitions par l'intermédiaire de pays tels que le Zaïre, le Soudan et l'Egypte. C'est encore lui qui installe à Ndjaména un camp militaire où des conseillers militaires forment les soldats de Habré. (Ce camp militaire abrite également des mercenaires zairois, embauchés pour servir éventuellement de gardes prétoriens à Hissène Habré au cas où ses propres troupes ne seraient plus sûres. Le camp est entouré d'une zone interdite où les gardes tirent sans sommation. Plusieurs jeunes, égarés dans cette zone, y ont trouvé la mort.)

Nous voyons donc que la mise en garde des Etats-Unis contre Tripoli est une tentative de diversion. Mais au-delà, elle témoigne en même temps de la volonté de ceux-ci de maintenir par tous les moyens leur protégé Habré au pouvoir. C'est ainsi que dans les pays liés aux Etats-Unis tels que le Nigéria, personne parmi les mil- liers de tchadiens qui y sont réfugiés n'a le droit de s'opposer au dictateur Habré. D'ailleurs il y a un peu plus de deux semaines circulaient à Lagos des informations au sujet de l'arrestation des dizaines de dirigeants tchadiens de l'opposition au

gouvernement de Habré. De plus, le ministre nigérian des Affaires étrangères a parlé de l'ouverture prochaine à Maiduguri d'un consulat tchadien pour " surveiller les activités subversives " des opposants tchadiens dans la région.

L'impérialisme américain ne s'est donc pas seulement contenté d'intervenir mais aussi d'arrêter ou d'intimider les opposants tchadiens par pays interposés. Mais selon son cynisme habituel, il ne se gêne pas pour dénoncer les interventions - réelles ou supposées - d'autres pays.

PANA

agence d'information ou bureau de griots pour nos dictateurs ?

Depuis le 25 mai dernier, l'Afrique dispose de sa propre Agence de Presse : la PANA (Agence Panafricaine d'Information). Considérée comme le plus grand projet africain en matière de presse, la PANA fonctionne comme une institution spécialisée de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine). Elle aura des bureaux à Tripoli, Khartoum, Lagos, Lusaka et Kinshasa. Son siège est fixé à Dakar. Elle sera chargée de la collecte et de la diffusion des informations, traitées par des journalistes africains sur un réseau de télécommunications installé en Afrique. Son financement sera assuré par les pays membres de l'OUA pour le moment.

Cette idée d'une Agence purement africaine chargée de l'information, ne date pas d'aujourd'hui. Lors de son premier sommet panafricain d'Addis-Abéba en 1963, les chefs d'Etat africains avaient souhaité la création d'une agence de presse continentale. Cela s'inscrivait dans la logique des déclarations fracassantes d'alors, sur l'unité et la coopération africaines, idées chères aux fondateurs de l'OUA.

Seulement si l'OUA a fini par devenir une réalité, - réalité fluctuant au gré de l'évolution de la situation politique à l'intérieur de chaque pays et au gré des alliances inter-Etats - il n'en a pas été tout de suite demême pour l'idée de l'Agence Panafricaine de Presse. Pendant plus de 15ans, il n'en a plus été question. Et puis, en 1977, à une réunion à Kampala, les ministres africains de l'Information décidaient de la création de la PANA. En avril 1979, le projet devenait réalité avec la nomination d'un journaliste nigérian comme directeur de cette institution.

Selon ses statuts, la PANA, tout en permettant un " échange efficace des informations ", " une circulation rapide et permanente de nouvelles objectives et responsables " entre pays africains, aura pour rôle entre autres de " corriger l'image déformée de l'Afrique, de ses pays et de ses peuples par la suite d'informations partiales, négatives des agences de presse étrangères. "

Tiens donc ! Ainsi, nos dictateurs ne sont pas satisfaits des dépêches (informations) des agences de presse occidentales ! Quelle sinistre plaisanterie !

. . . / . . .

Ces informations que les agences donnent en fonction des intérêts bien compris de l'impérialisme en Afrique pour cacher la plupart du temps les extravagances et les crimes des dictateurs et au besoin pour rassurer les opinions publiques occidentales, ne suffisent plus à ces messieurs !

Nos " maréchaux ", nos " père de la Nation ", nos " guide éclairé " trouvent que même le peu d'informations que les agences de presse occidentales sont souvent obligées de laisser passer ne serait-ce que pour leur crédibilité propre, sont encore de trop ! Il en est ainsi de la dénonciation tardive de Bokassa par exemple, ou de certaines relations d'affaires de corruption ou de répression.

Alors, utilisant une basse démagogie, sous le couvert de la dignité, du respect de l'Afrique et de ses peuples, ils ont décidé de créer une agence de griots à leur solde. Pour eux, c'est un moyen encore plus efficace de se protéger de leurs peuples, en les laissant dans l'ignorance, avec l'espoir de perpétuer leurs régimes dictatoriaux.

Seulement, autant l'OUA est devenue une coquille vide, autant cette PANA deviendra une institution de plus en Afrique, sans aucune crédibilité, à supposer qu'elle vive longtemps.

Déjà, des Etats comme la Côte d'Ivoire refusent d'y adhérer, la PANA étant considérée comme une institution regroupant des Etats aux politiques d'information trop différentes. Et comme ce sont les agences nationales des pays adhérents qui alimentent la PANA en informations, on peut aisément imaginer ce que seront les dépêches de cette institution.

Enfin, il faudra un financement régulier. Or comment des Etats qui, pour la plupart, n'ont souvent pas de quoi payer leurs fonctionnaires pourront-ils s'acquitter de leurs cotisations à la PANA, cette institution qui, même devant assurer une information " sécurisante ", n'en demeure pas moins onéreuse ?

C'est dire que nos dictateurs se sont peut-être offerts des griots. Mais encore faudrait-il que ceux-ci puissent chanter !

```

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

```

```

* * *           A NOS LECTEURS ET ABONNES           * * *
*
*           NOTRE ADRESSE HABITUELLE ETANT PROVISOIREMENT
* SUSPENDUE, NOUS PRIONS NOS LECTEURS ET ABONNES D'
* INTERROMPRE TOUTE CORRESPONDANCE AU JOURNAL POUR
* LE MOMENT.
* * * * *           MERCI.           * * * * *

```

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place ; au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.